

**Union européenne - Brexit -
Réponse de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, à une question orale
au Sénat**

(Paris, 23 novembre 2017)

Question sur la politique commune de la pêche

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Monsieur le Sénateur,

La pêche au chalut électrique est interdite mais les règles communautaires prévoient des dérogations pour 5% des navires. La commission a proposé en mars 2017 de supprimer cette limite, la France s'y est opposée.

Faute d'évaluation précise de son impact, ce mode de pêche doit être strictement limité. Le gouvernement continuera à défendre cette position devant le Parlement européen et Stéphane Travert évoquera la question avec son homologue néerlandais lors du conseil des 11 et 12 décembre.

La pêche est un sujet prioritaire dans la négociation autour du Brexit. Dès que l'on aura suffisamment avancé sur la première phase de discussion avec le Royaume-Uni, nous pourrons en parler. Le Premier ministre a fait de la pêche une priorité dans les négociations, et nous soutenons M. Barnier dans sa tâche. Nous sommes déterminés à concilier protection de l'environnement et niveau de vie des pêcheurs./.

(Source : site Internet du Sénat)